

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 29 JUIN 2021**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-neuf du mois de juin à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 24 juin 2021, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCRUYSE, Maire.

<b>NOMBRE DE MEMBRES</b>	<b><u>Etaient présents :</u></b>	Mesdames COULON Chantal, FIEVET Béatrice, MASSELOT Catherine, PAUL Christine, THIEFFRY Martine
En exercice : 19		Messieurs DELBERGHE Paul-Edward, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCRUYSE Olivier
Présents : 10	<b><u>Absents excusés :</u></b>	COQUET Christine, DELEVOYE Didier ayant donné procuration à COULON Chantal, ELOIRE Aurélie ayant donné pouvoir à VERCRUYSE Olivier, GUILLAUD Patricia ayant donné procuration à LEFEBVRE Francis, PESSE Sandrine ayant donné procuration à MASSELOT Catherine
Votants : 14	<b><u>Absents :</u></b>	BONNEL Amaury, LEMAIRE Aurélien, MARCHAND Laurent, VERDONCK Sébastien
		Mme MASSELOT Catherine est nommée secrétaire de séance

N° : D 40-2021

**DELIBERATION ELARGISSANT LE BENEFICE DU RIFSEEP A DE NOUVEAUX CADRES D'EMPLOIS**

Monsieur le Maire expose :

Par délibération D 06-2018 en date du 12 février 2018, l'assemblée délibérante a mis en œuvre, à compter 1<sup>er</sup> mars 2018, le RIFSEEP composé de deux parts, à savoir une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) et un complément indemnitaire annuel (CIA) pour le bénéfice des agents fonctionnaires relevant des cadres d'emplois suivants :

- ✓ Les adjoints administratifs (arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat),
- ✓ Les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat),
- ✓ Les adjoints territoriaux d'animation (arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat),

- ✓ Les adjoints techniques territoriaux (arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale),

Par délibération D 31-2019 du 1er juillet 2019, l'assemblée délibérante avait déjà élargie le bénéfice du RIFSEEP dans les mêmes conditions aux cadres d'emplois suivants :

- ✓ Les agents sociaux territoriaux (arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat),

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il y a lieu d'élargir le bénéfice du RIFSEEP dans les mêmes conditions aux cadres d'emplois suivants :

- ✓ Les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A (arrêtés du 3 juin 2015 et du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pris pour l'application du décret n° 2014-513 au corps interministériel de attachés d'administration de l'Etat),

et précise également que la parution du décret n° 2020-182 du 27 février 2020, relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, permet de rendre éligible au RIFSEEP les cadres d'emplois suivants :

- Les puéricultrices territoriales
- Les éducateurs de jeunes enfants
- Les auxiliaires de puériculture territoriaux

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante d'élargir, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021, à l'ensemble des cadres énumérés ci-dessus le bénéfice du RIFSEEP au sein de la commune.

Ainsi, les agents relevant de ces cadres d'emplois bénéficieront du RIFSEEP dans les mêmes conditions que leurs collègues en application de la délibération du Conseil Municipal D 06-2018 du 12 février 2018.

Ils se verront donc placés dans un groupe de fonctions conformément aux critères professionnels fixés par ladite délibération et attribués un montant individuellement par arrêté de l'autorité territoriale dans la limite des plafonds annuels fixés pour chaque cadre d'emplois de la façon suivante :

#### FILIERE ADMINISTRATIVE

- Cadres d'emplois des attachés territoriaux et des secrétaires de mairie de catégorie A

Vu les arrêtés du 3 juin 2015 et du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des attachés territoriaux et des secrétaires de mairie de catégorie A est réparti en 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE Plafonds annuels	Montant du CIA Plafonds annuels
Groupe 1	Directeur Général des Services Secrétariat de mairie catégorie A	36 210 €	6 390 €
Groupe 2	Directeur Général Adjoint Responsable de plusieurs services	32 130 €	5 670 €
Groupe 3	Responsable d'un service	25 500 €	4 500 €
Groupe 4	Adjoint responsable de service / expertise / fonction de coordination ou de pilotage	20 400 €	3 600 €

#### ▪ Cadres d'emplois des puéricultrices territoriales

Vu le décret 2020-182 précité et l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les Puéricultrices territoriales.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des Puéricultrices territoriales est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE Plafonds annuels	Montant du CIA Plafonds annuels
Groupe 1	Direction de structure Direction adjointe de structure Chargé(e) de mission	19 480 €	3 440 €
Groupe 2	Emploi nécessitant une expertise particulière sans encadrement Autres emplois non répertoriés en groupe 1	15 300 €	2 700 €

#### ▪ Cadres d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants

Vu le décret 2020-182 précité et l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse dont le régime indemnitaire est pris en référence provisoire pour les Éducateurs de Jeunes Enfants.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des Éducateurs de Jeunes Enfants est réparti en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif)	Montant de l'IFSE Plafonds annuels	Montant du CIA Plafonds annuels
Groupe 1	Direction de structure Direction adjointe de structure Emploi nécessitant une expertise ou des fonctions complexes Fonctions de pilotage	14 000 €	1 680 €
Groupe 2	Adjoint à une fonction relevant du groupe 1 Fonctions de coordination avec encadrement	13 500 €	1 620 €
Groupe 3	Autres emplois non répertoriés en groupe 1 et 2	13 000 €	1 560 €

▪ Cadres d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux

Vu le décret 2020-182 précité et l'arrêt du 20 mai 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence provisoire pour les auxiliaires de puériculture territoriaux.

Chaque agent est classé dans un groupe de fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertises et de sujétions auquel il est exposé.

Le cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Groupes de fonctions	Emplois ou fonctions exercées (à titre indicatif)	Montant de l'IFSE Plafonds annuels	Montant du CIA Plafonds annuels
Groupe 1	Responsable d'un service Emploi nécessitant une ou des compétences particulières	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	Auxiliaire de puériculture	10 800 €	1 200 €

Enfin, les agents relevant des cadres d'emplois précités se verront appliquer les mêmes critères de modulations individuelles, les mêmes règles de cumul, de maintien de l'ancien régime indemnitaire et les mêmes modalités de maintien ou de suppression en cas de congé de maladie que ceux prévues par la délibération initiale en date du 12 février 2018.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;

Vu le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération D 06-2018 du Conseil Municipal en date du 12 février 2018 instaurant le RIFSEEP au sein de la collectivité pour certains cadres d'emplois ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire Intercommunal en date du 5 octobre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité de Camphin en Pévèle ;

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

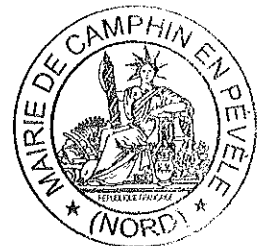
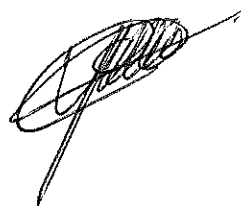
- ✓ **INSTAURE** le RIFSEEP, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 pour les agents relevant les cadres d'emplois énumérés ci-dessus en leur attribuant :
  - une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE)
  - un complément indemnitaire annuel (CIA)
- ✓ **DECIDE** que les versements de l'IFSE et du CIA pourront-être mensuels, semestriels ou annuels.
- ✓ **DECIDE** de se référer à la délibération du Conseil Municipal en date du 12 février 2018 pour les modalités d'application du RIFSEEP à ces cadres d'emplois
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées dans la délibération du Conseil Municipal en date du 12 février 2018
- ✓ **DECIDE** d'inscrire chaque année les crédits correspondants au budget de l'exercice courant

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme  
Délibération signée le 30 juin 2021

Le Maire,

Olivier VERCRUYSE



Envoyé en préfecture le 05/07/2021

Reçu en préfecture le 05/07/2021

Affiché le



ID : 059-215901240-20210629-D40\_2021-DE